

(1)

(N° 17.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1878-1879.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE NOVEMBRE.

FEUILLETON AU 10 DÉCEMBRE 1878.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1. 9557.

Par pétition datée de Louvain, le 1^{er} juin 1878,

Le sieur Vreibosch propose d'accorder aux instituteurs des écoles primaires et aux professeurs de l'enseignement moyen une réduction de 50 p. % sur le prix du voyage à Paris, pendant les vacances, pour les engager à aller examiner à l'Exposition les travaux des élèves de leurs confrères.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

2. 9558.

Par pétition datée de Liège, le 23 mai 1878,

Les président, vice-présidents et secrétaire de l'Union commerciale et industrielle, à Liège, se plaignent de l'élévation des droits d'expertise et d'abattage établis par l'administration communale de cette ville sur la viande de boucherie, et prient la Chambre de prendre les mesures nécessaires afin de faire cesser cet état de choses.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

3. 9559.

Par pétition datée de Peissant, le 26 mai 1878,

La veuve Roger réclame l'intervention de la Chambre

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

pour faire obtenir une pension à son fils Victor-Antoine, milicien de 1877, qui a perdu la vue à la suite d'un coup de feu commandé par le bourgmestre de la commune.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

4. 9360. Par pétition datée de Liège, le 23 mai 1878,
Le conseil communal de Liège demande la révision de l'article 7 de la loi du 13 juillet 1849, qui met les dépenses pour l'agrandissement, l'amélioration et l'entretien des bâtiments affectés aux universités, à la charge des villes où sont fondés ces établissements.
DÉCISION : *Renvoi à H. le Ministre de l'Instruction Publique.*
5. 9362. Par pétition datée de Louvain, le 13 mai 1878,
Le sieur Baraquin prie la Chambre de faire cesser sa détention à la maison pénitentiaire cellulaire de Louvain.
DÉCISION : *Ordre du jour.*
6. 9330. Par pétition datée de Louvain, le 10 août 1878,
Le sieur Baraquin se plaint d'une punition qui lui a été infligée à la maison pénitentiaire cellulaire de Louvain.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
7. 9363. Par pétition datée de Herve, le 28 mai 1878,
Le sieur Santkin, ancien instituteur, demande une augmentation de pension, et subsidiairement un secours.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*
8. 9365. Par pétition datée de Bruges, le 10 juin 1878,
Le sieur Van Overbeke demande son élargissement de la maison des aliénés, à Bruges.
DÉCISION : *Ordre du jour.*
9. 9369. Par pétition sans date,
Des habitants de Bruxelles et de l'agglomération bruxelloise demandent une loi prohibant le travail, pour le dehors, dans les couvents et établissements religieux.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 10. | 9372. | <p>Par pétition datée de Gulleghem, le 20 juillet 1878,
Le sieur Auguste Magherman, ancien instituteur communal, demande une augmentation de pension.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction publique.</i></p> |
| 11. | 9375. | <p>Par pétition datée de Waterloo, le 22 juillet 1850,
Le sieur Minne prie la Chambre de lui faire délivrer les pièces qu'il a demandées au Département de la Guerre pour obtenir la récompense accordée aux combattants de 1850.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 12. | 9377. | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 25 juillet 1878,
Les président et secrétaire du comité du cercle des intérêts demandent qu'à l'occasion de la fête du 28 août une amnistie complète soit accordée aux déserteurs, et prient la Chambre de reviser la législation en matière de désertion.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 13. | 9380. | <p>Par pétition datée de Mont-Saint-Guibert, le 22 juillet 1878,
Le sieur Lejeune, receveur communal à Mont-Saint-Guibert, prie la Chambre de créer un emploi de vérificateur ou d'inspecteur des caisses et comptes communaux.</p> <p>DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i></p> |
| 14. | 9386. | <p>Par pétition sans date,
Des membres de l'Union syndicale de la section brugeoise du Willems-Fonds et du cercle des voyageurs prient la Chambre d'examiner le projet de M. de Maere-Limnander tendant à mettre Bruges en communication directe avec la mer.
Même demande d'habitants de Wervieq, Maldeghem, Oostcamp.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 15. | 9399. | <p>Par pétition datée de Moll, le 2 août 1878,
La dame Dorssemont demande qu'il soit fait décompte de huit mois de service militaire à son fils Henri, milicien de la levée de 1876, incorporé au régiment des carabiniers.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

16.

9409.

Par pétition datée d'Ingelmunster, le 7 août 1878,

Le sieur Guesnet prie la Chambre d'ordonner l'envoi gratuit des Annales parlementaires aux électeurs.

DÉCISION : Dépôt sur le bureau pendant la discussion de la proposition de loi relative à la traduction flamande des Annales parlementaires.

17.

9516.

Par pétition datée de Binche, le 9 août 1878,

Le sieur de Kerf réclame contre sa destitution de commissaire de police de la ville de Binche.

DÉCISION : Ordre du jour.

18.

9517.

Par pétition datée de Verviers, le 8 août 1878.

Des négociants, banquiers et industriels à Verviers prient la Chambre de rendre facultatif l'emploi des timbres adhésifs pour les effets de commerce créés en Belgique.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

19.

6527.

Par pétition datée de Gand, le 23 août 1878,

Le sieur Goossens présente des observations contre la disposition de l'arrêté royal du 4 octobre 1873 qui accorde des gratifications à des employés civils ayant facilité le recrutement des volontaires avec prime, et demande que, pour ce recrutement, on se serve du concours d'anciens officiers pouvant produire un congé honorable avec mention de bonne conduite.

DÉCISION : Ordre du jour.

20.

9528.

Par pétition datée du 9 septembre 1878,

Le sieur Verbeke-Ameyc réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir du successeur du notaire Vuylsteke, à Wervicq, une copie du testament de la dame Colette Victoire Vandevyvere, sa cousine, décédée dans cette ville, en octobre 1851.

DÉCISION : Ordre du jour.

21.

9529.

Par pétition sans date,

La dame Lecocq prie la Chambre de faire obtenir la remise du restant de la peine à son mari actuellement soldat à la 4^e compagnie de correction à Anvers.

DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de la Guerre.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 22. | 9531. | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 3 septembre 1878,</p> <p>Le sieur Collin, infirmier-major en congé illimité, demande qu'il lui soit accordé une avance sur la somme de 1,000 francs formant le reliquat de son terme d'engagement.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 23. | 9537. | <p>Par pétition datée de Saint-Gilles, lez-Bruxelles, le 8 novembre 1878,</p> <p>Le sieur Moriaux propose des mesures en vue d'une réorganisation de l'enseignement moyen.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.</i></p> |
| 24. | 9541. | <p>Par pétition sans date,</p> <p>Le sieur Ryland réclame l'intervention de la Chambre pour que les concessionnaires du chemin de fer de Lierre à Turnhout établissent un départ de Turnhout entre 7 et 8 heures du soir.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.</i></p> |
| 25. | 9542. | <p>Par pétition datée de Ruelle, le 26 août 1878,</p> <p>Les administrateurs collateurs de la fondation Dorion, à Ruelle, réclament l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement donne suite à leur demande ayant pour but de régulariser la gestion des biens de la fondation.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 26. | 9536. | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 9 novembre 1878,</p> <p>Le sieur De Waelheyns, ancien sous-brigadier des douanes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement de ses arriérés à partir du jour de la suspension de ses fonctions, et une pension calculée à raison de ses années de services dans l'administration.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 27. | 9576. | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 25 novembre 1878,</p> <p>Le sieur De Roose, ancien sous-brigadier des douanes, à Anvers, prie la Chambre de lui faire obtenir le paiement de ses arriérés à partir du jour de sa suspension jusqu'à la date de sa révocation.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

28

9543.

Par pétition datée de Court-Saint-Etienne, le 30 septembre 1878.

Le sieur Viandier présente des observations contre sa radiation de la liste électorale de Court-Saint-Etienne.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

29.

9551.

Par pétition datée d'Arlon, le 12 novembre 1878,

Le sieur Nossem, ajusteur au chemin de fer de l'Etat, à Arlon, prie la Chambre de lui faire restituer la somme de 500 francs qu'il a dû verser pour la naturalisation ordinaire qui lui a été accordée.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

30.

9554.

Par pétition datée de Bruxelles, le 11 novembre 1878,

Le sieur Henin prie la Chambre de le faire indemniser des pertes qu'il a essuyées par suite de la saisie de ses marchandises trouvées complètement gâtées au moment où il a été autorisé à les reprendre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

31.

9563.

Par pétition datée de Wevelghem, le 17 novembre 1878,

Le sieur Vansluys, préposé des douanes à Wevelghem, prie la Chambre de modifier quelques dispositions de la loi sur les pensions. et demande une augmentation de traitement.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

32.

9568.

Par pétition datée d'Anvers, le 19 novembre 1878,

Le sieur Van Lanwen, ancien capitaine, se plaint d'avoir été mis à la pension, sans qu'au préalable ont ait suivi les mesures prescrites par les arrêtés royaux du 19 août et du 28 septembre 1858.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

33.

9570.

Par pétition datée d'Ath, le 20 novembre 1878,

Le sieur Dupont demande qu'il soit interdit aux employés du Gouvernement d'exercer le commerce.

DÉCISION : *Renvoi à la commission permanente de l'Industrie.*

34.

9571.

Par pétition datée de Charleroi, le 11 novembre 1878,

Les président et secrétaire du Cercle pédagogique du

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

canton de Charleroi demandent une révision radicale de la loi de 1842.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

35. 9572. Par pétition datée de Wezeren, le 17 novembre 1878,
9562. Des habitants de Wezeren demandent l'abrogation de la
9569. disposition du Code pénal interdisant les combats de coqs.
9574. Même demande d'habitants de Wilderen, Corthys,
9577. Mielen-sur-Aelst, Léau, Heers, Follogne, Fexhe-le-Haut,
9583. Kerkom, Goyer, Corswarem, Momalle, Montenaeken,
9589. Gelinden, Bouckhout, Borloo, Waleffe, Remicourt,
9594. Budingen, Frésin, Marlinne, Attenhoven, Aelst, Lantremange, Halmael et du sieur Stomme.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

36. 9539. Par pétition datée de Furnes, le 31 octobre 1878,
Le sieur Decherf, commissaire de police à Furnes, demande une loi qui assure aux commissaires de police un minimum de traitement et prie la Chambre de prendre les mesures nécessaires pour accorder une indemnité à ceux d'entre eux qui sont chargés des fonctions du ministère public près les tribunaux de simple police; il propose en outre l'institution d'une caisse générale de retraite en faveur de tous les commissaires de police.

Même demande des commissaires de police à Audegarde, Renaix.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur.*

37. 9549. Par pétition datée de Dixmude, le 31 octobre 1878,
Le sieur Cornelis demande que la loi donne aux commissaires de police une habitation avec local pour leurs bureaux; qu'elle leur assure un minimum de traitement, leur accorde une indemnité à raison de leurs fonctions de ministère public près les tribunaux de police et qu'elle établisse une caisse générale de retraite en leur faveur.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur.*

38. 9566. Par pétition en date de novembre 1878,
9538. Des commissaires de police dans la province d'Anvers
9592. demandent un supplément de traitement à la charge de l'État, une indemnité supplémentaire pour ceux d'entre

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

eux qui remplissent les fonctions du ministère public près les tribunaux de simple police et une disposition accordant à ces magistrats une pension de retraite et leur permettant de s'affilier à la caisse des secrétaires communaux.

Même demande de commissaires de police d'Eecloo et de Maldegem et de l'arrondissement de Tonrny.

DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur.

- | | | |
|-----|----------------|--|
| 39. | 9540.
9567. | <p>Par pétition sans date,</p> <p>Les commissaire et agents de police à Gilly demandent une loi qui permette l'affiliation des fonctionnaires de la police à la caisse de prévoyance des secrétaires communaux.</p> <p>Même demande des commissaires de police, adjoints et gardes champêtres d'Arlon, Hasselt, Chapelle-lez-Herlaimont; dans les provinces de Brabant, Liège, Hainaut; dans l'arrondissement de Courtrai, et des commissaires de police de Leuze, Marchienne-au-Pont, Montigny-sur-Sambre, Lodelinsart.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur</i></p> |
| 40. | 9578. | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 23 novembre 1878,</p> <p>Les président et secrétaire de la société dite <i>De Veldbloem</i> prient la Chambre de décider que les <i>Annales parlementaires</i> seront publiées en flamand comme en français; qu'il en sera fait un compte-rendu analytique dans les deux langues. qu'on le distribuera gratuitement aux électeurs et que le <i>Moniteur</i> sera également imprimé dans les deux langues.</p> <p><i>DÉCISION : Dépôt sur le bureau pendant la discussion de la proposition de loi relative à la traduction flamande des Annales parlementaires.</i></p> |
| 41. | 9579. | <p>Par pétition sans date,</p> <p>Le sieur Colignon demande que le Gouvernement annule la décision de la députation permanente du conseil provincial de Namur, qui a rejeté sa réclamation contre l'élection communale à Romrée, du 29 octobre dernier.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i></p> |
| 42. | 9580. | <p>Par pétition datée de Denderbelle, le 21 novembre 1878.</p> <p>Les héritiers d'Augustin Macharis, décédé à Hofstade</p> |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

en 1848, réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir le compte des deniers de la succession.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

43. 9581. Par pétition datée de Wevelghem, le 24 novembre 1878,
Le sieur Bourguinion, préposé des douanes, prie la
Chambre de modifier quelques dispositions de la loi sur
les pensions.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

44. 9582. Par pétition datée de Mouscron, le 24 novembre 1878,
Le sieur Boury, ancien commis des accises, demande
une augmentation de pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

45. 9586. Par pétition datée de Bruxelles, le 28 juillet 1878,
Des pharmaciens et membres de l'Association pharma-
ceutique de Belgique présentent des observations contre une
demande adressée, le 15 octobre 1877, à M. le Ministre de
l'Intérieur, par des droguistes qui sollicitent l'autorisation
de vendre des spécialités pharmaceutiques.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

46. 9593. Par pétition datée de Ruelle, le 28 novembre 1878,
Le sieur Woygnet demande la révision de l'arrêté orga-
nique du 25 octobre 1876 relatif au mode de liquidation
de la pension des membres de l'enseignement, de manière
à permettre aux fonctionnaires pensionnés avant le 1^{er} jan-
vier 1877 de faire valoir les services militaires.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction
Publique.*
